



## Chers collègues,

L'année 2011 se termine et le temps est venu de la sérénité et de la rétrospective. Parmi toutes les activités et tous les développements de notre association, je souhaite revenir sur certains qui ont retenu notre attention et qui nous ont donné la possibilité d'intervenir: L'organisation suisse CURAVIVA a rejoint l'E.D.E. cette année. Forte de 1500 membres, elle est maintenant la plus grande association au sein de l'E.D.E. Notre participation à divers projets européens est le fruit du travail que nous fournissons au niveau international. Citons entre autres les projets E-Qalin Transfer, SAVE AGE et WeDO (Partenariat européen pour le bien-être et la dignité des personnes âgées). Les objectifs et les travaux relatifs à ces projets sont présentés en détail sur notre page internet.

Il faut aussi mentionner le 12ème congrès de l'E.D.E qui s'est tenu à Prague du 29 septembre au 1er octobre 2011 et dont les retours tant de la part des intervenants que de celle des participants ont été très positifs.

Je souhaite ici remercier tous les membres du Bureau Exécutif et du Conseil d'Administration pour leur engagement et le travail qu'ils effectuent à titre gracieux. Je vous souhaite, à toutes et à tous un bon Noël et je vous présente tous mes vœux de bonne santé et de réussite pour la nouvelle année.

*Wilfried Schlüter*

## L'E.D.E., pour grandir ensemble

Je suis heureux de vous faire part de mon expérience personnelle en tant que membre de l'Association Européenne des directeurs de Structures et de Services pour Personnes Agées. L'E.D.E. est une plateforme importante pour la poursuite du développement tant pour ceux et celles qui sont directement impliqués dans les activités d'organisation que pour les membres des associations nationales. J'ai passé beaucoup de temps ces dernières années à établir des relations avec des collègues en Italie mais aussi à l'étranger et l'E.D.E. m'a servi de plateforme pour approfondir ces relations.

Avec l'aide de deux collègues danois, Ole Mork et Erik Lehm, nous avons organisé en 2010 la visite de quelques structures situées dans les environs de Copenhague dans le but de comparer les services et les méthodes de travail. Douze personnes travaillant dans divers secteurs des services aux personnes âgées – directeurs de maisons de retraite, chefs de service des soins, physiothérapeutes, personnel soignant – ont participé à ce voyage. Il fut très intéressant de découvrir l'importance de l'organisation associative dans le domaine des prestations sociales et de la prévention médicale dans un pays où le système social fait depuis toujours figure de modèle et passe pour être solide.

Dans une structure d'accueil, nous avons par exemple visité une «Salle d'urgence pour la maladie d'Alzheimer». Cette salle est utilisée quand surviennent des cas d'urgence et qu'il faut stabiliser des



*Daniele Raspini et Boris Koprivnikar avec ses collègues de la Slovénie lors de la visite au Centro Residenziale Martelli à Figline Valdarno (Italie)*

troubles particulièrement graves, qui, dans un contexte clinique, causeraient des désagréments non seulement au malade mais aussi au personnel soignant et à l'entourage. Autre expérience précieuse faite au Danemark, pour mes collègues italiens et pour moi-même: les colocations ou communautés pour les personnes âgées où le mot «communauté» a plusieurs sens.

Pour ce qui est de l'année 2011, j'aimerais tout d'abord mentionner la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue le 26 mars dans ma ville, à Figline Valdarno. D'autres rencontres ont encore eu lieu: en mai, nous avons accueilli 30 collègues de Slovénie, accompagnés par Boris Koprivnikar et en septembre, 50 collègues tchèques accompagnés par Jiri Horecký ont visité des structures d'accueil en Toscane. Entre ces deux visites, nous avons encore reçu en juin à Figline Valdarno les collaborateurs de la maison de retraite «DOM STAREJSIH NA FARI» (Prevaje, Slovénie) et leur directrice, le docteur Stanka Vauh. Ils ont visité des établissements, ont discuté avec le personnel soignant et échangé leurs impressions. Et pour finir, nous avons discuté des différences qui existent dans le domaine des services aux personnes âgées entre l'Italie et la Slovénie.

En juin, nous nous sommes nous-mêmes rendus en Slovénie pour voir et toucher ce dont nous avons parlé en Italie. Nous étions neuf

### E.D.E. Vision 26

Ceci est le 26ème numéro du bulletin d'information E.D.E. VISION. Il vous informera sur les développements actuels au sein des structures d'accueil et des services aux personnes âgées en Europe ainsi que sur les projets de l'E.D.E. et de ses associations membres. En plus, l'E.D.E. se prononcera sur les questions actuelles de la politique européenne dans le secteur de l'assistance aux personnes âgées.



*Prof. Dr. Wilfried Schlüter*

Décembre 2011

personnes actives dans des secteurs différents. Comme nous avons visité les établissements pendant le déroulement habituel d'une journée de travail, nous avons pu voir comment les établissements étaient organisés et comment ils fonctionnaient et nous avons observé combien il pouvait être utile pour les structures d'accueil de renforcer la dynamique interne des groupes d'employés.

Ce vaste réseau permet en tout cas de découvrir différents modèles d'organisation des structures d'accueil, d'échanger des expériences et de lier des amitiés par delà le travail.

Je me souviens d'une anecdote qui s'est passée pendant la visite d'une structure d'accueil en Slovaquie. Nous avons rencontré un vieil homme qui avait réalisé une œuvre d'art qui nous fut offerte par nos collègues slovaques lors de leur visite à Figline Valdarno. Ce fut pour lui un étonnement et une vraie joie d'apprendre que son travail se trouvait maintenant en Italie. Ce sont assurément des moments im-

portants et je voudrais ajouter qu'ils ne sont possibles que grâce à l'E.D.E. J'espère que beaucoup de nos collègues, remplis de curiosité et avides de découvertes, prendront l'initiative de sortir de leur quotidien pour plonger dans une réalité étrangère afin de découvrir de nouvelles formes de services à la personne et d'autres modèles d'organisation. Ces expériences contribuent à nous faire avancer, tant sur le plan professionnel que sur le plan humain.

Il me tient à cœur de vous encourager à vous connaître les uns les autres, à développer des amitiés et le respect de l'autre à l'intérieur de cette famille qu'est l'E.D.E. afin que nous puissions nous transmettre les bons exemples de notre expérience professionnelle, qui sinon, resterons ignorés des autres.

*Daniele Raspini, délégué de l'ANSDIPP (Italie) au Conseil d'Administration de l'E.D.E.*

## Les services aux personnes âgées dépendantes en Roumanie

Le groupe des personnes qui ont 60 ans et plus en Roumanie représente 1/5 de la population et selon les prévisions, il augmentera encore dans un avenir proche. Le Conseil national pour les personnes âgées, une organisation d'utilité publique dont la fonction est de conseiller, a annoncé dans son rapport de l'année 2010 qu'un grand nombre de personnes âgées ne disposerait pas de moyens financiers suffisants pour mener une vie décente.

En 2011, 36,6 % des retraités disposaient de moins de 100 euros par mois. En 2011, on a estimé le minimum vital pour les retraités à 120 euros mensuels. Seuls 45,69 % des retraités disposaient de 120 euros. 55,31 % des retraités avaient un peu plus, toutefois moins de 150 euros. Cette somme devrait suffire pour mener ce qu'on appelle «un niveau de vie convenable». La plupart des personnes âgées en Roumanie, surtout celles qui vivent seules, se débrouillent elles-mêmes dans leurs maisons et leurs jardins et subviennent plus ou moins à leurs besoins. L'attitude vis à vis des services médico-sociaux fournis aux personnes âgées dépend du statut économique des familles. La vieille tradition selon laquelle les enfants doivent subvenir aux besoins de leurs parents est encore largement répandue. Ce qui explique que le pouvoir politique ait prêté peu d'attention ces dernières années aux maisons de retraites publiques et aux services sociaux qu'elles se doivent de proposer.

Les communes gèrent 67 maisons de retraite qui prennent en charge 4057 personnes âgées. 56 structures d'accueil comptant au total 1833 résidents relèvent d'organismes reconnus d'utilité publique. En outre, 17 maisons de retraite accueillant 849 résidents ont été construites dans le cadre d'un programme spécial bénéficiant du soutien du gouvernement, le programme: «Développement d'un réseau de structures d'accueil pour les personnes âgées». Les clients de ces structures sont des personnes ayant relativement peu de problèmes de santé si bien que les consultations médicales par exemple se font uniquement sur rendez-vous.

Petit à petit, les structures d'accueil sont considérées comme des institutions importantes pour les personnes âgées. Le terme «asile» est aujourd'hui encore courant. Ceux que la société a laissés tomber sont pris en charge (hélas encore trop rarement) par les services sociaux qui veillent à répondre à leurs besoins élémentaires, même si cette aide reste en deçà de ce qui serait nécessaire. Le partenariat entre les structures pour personnes âgées de Roumanie et d'Europe de l'ouest a permis de faire un grand pas en avant vers la modernisation et la différenciation des services et dans le cadre de ce partenariat, les directeurs de structures d'accueil ont beaucoup appris de ces précieux exemples pratiques.

Ces derniers temps, la plupart des structures d'accueil ont été rénovées grâce à des financements roumains ou européens et de nouvelles offres ont été créées. Les standards européens devront à l'avenir être remplis et respectés. Les structures privées correspondent certes aux standards européens et remplissent la plupart des exigences, mais elles sont si coûteuses qu'elles sont financièrement inaccessibles au citoyen moyen. L'Église orthodoxe a elle aussi construit récemment des structures d'accueil pour personnes âgées alors que par le passé, contrairement aux églises catholiques et protestantes, elle ne s'engageait pas dans le domaine social. Les établissements médicaux-sociaux pour personnes âgées dépendantes sont d'abord destinés aux personnes souffrant de troubles, c'est à dire aux personnes atteintes de maladies psycho-physiologiques (en général de démence). Pour ces structures, les standards de vie et de services sont fixés par la loi et les prestations offertes sont contrôlées par des personnes compétentes. La collaboration avec les médecins est permanente.

L'un des grands obstacles à la poursuite d'un développement positif dans le domaine des soins reste celui du personnel. En effet, ou bien le personnel soignant migre vers les pays d'Europe de l'ouest où les salaires sont en moyenne dix fois plus élevés qu'en Roumanie, ou bien les postes à pourvoir sont gelés en raison de la crise économique.

Il faudrait actuellement qu'une décision parlementaire mette en place un programme pour la protection et l'encouragement à l'insertion sociale des personnes âgées. En accord avec l'Union européenne, une nouvelle loi sociale a été adoptée dans laquelle les personnes âgées aussi, en tant que groupe social à part entière,

retrouvent leurs droits sociaux. Ce qui sera réellement mis en pratique et comment cela sera fait dépendra aussi des représentants de l'association roumaine des directeurs de structures d'accueil (ADIV) qui surveillera le processus. Ils ne manqueront pas d'en référer à l'E.D.E.



*Gabriela Tibrea, déléguée de l'association roumaine ADIV au Conseil d'Administration de l'E.D.E.*

## SAVE AGE: Le premier workshop européen montre ce qu'il est possible de faire dans le domaine des économies d'énergie



Les partenaires de 10 pays européens collaborant au projet SAVE AGE se sont réunis le 29 septembre à Prague pour présenter les premières conclusions de leurs travaux, 15 mois après la mise en route du projet. Le public présent à Prague a été informé des résultats des mesures et des analyses menées. Le message le plus important que l'on retiendra de ce workshop est que toutes les structures d'accueil se doivent de faire le point sur les économies d'énergie qu'elles peuvent réaliser. Dans son allocution

prononcée lors de l'ouverture du workshop, le Professeur Dr. Wilfried Schlüter, Président de l'E.D.E. a souligné l'importance du travail réalisé par l'équipe du projet. Selon lui, les progrès techniques alliés au changement des comportements pourraient ouvrir de nouvelles voies dans le domaine de la réduction de la consommation et des coûts d'énergie. Darko Fercej, le chef du projet SAVE AGE a souligné l'importance de l'efficacité énergétique dans les structures d'accueil pour personnes âgées dépendantes car l'augmentation du nombre des personnes âgées dépendantes entraîne nécessairement l'augmentation du nombre des structures d'accueil et donc des besoins en énergies. D. Fercej a rappelé que les biens d'investissements disponibles étaient en règle générale peu nombreux et que les comportements en matière d'économie d'énergie étaient donc d'autant plus importants. Le but stratégique du projet SAVE AGE est d'atteindre dans les structures participant au projet une économie d'énergie et une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 5 % entre mai 2010 et mai 2013. Pendant la durée du projet, 540 employés des structures d'accueil recevront une formation.

Pedro Esteves, partenaire du projet au Portugal, a présenté les résultats de mesures de consommation d'énergie. Une méthode d'évaluation assistée par ordinateur a été développée pour mesurer la consommation d'énergie dans différents secteurs. Les mesures ont montré que le chauffage consommait la plus grande quantité de l'énergie. Cependant, chaque pays a sa propre interprétation de l'efficacité énergétique. Les législations sont également différentes d'un pays à l'autre.

Boris Koprivnikar, partenaire du projet en Slovénie, a présenté un système d'information «gestion de l'énergie» mis en place en Slovénie dans les maisons de retraite avec le soutien d'experts externes. Un système de mesure de la consommation du chauffage, de l'eau et de l'élec-

tricité mis au point pour l'industrie a été utilisé pour analyser, comparer et réduire la consommation d'énergie et ses coûts dans les maisons de retraite. Les résultats ont montré combien les dépenses varient d'une maison de retraite à l'autre. A titre d'exemple, les coûts en électricité varient de 30 % et ils atteignent jusqu'à 100 % pour le chauffage.

Miren Iturburu, partenaire du projet en Espagne a présenté une analyse des comportements en matière de consommation d'énergie, réalisée auprès d'une centaine de maisons de retraite. En résumé, il s'avère nécessaire d'étendre l'engagement dans le domaine de l'efficacité énergétique au regard de la marge de manœuvre existante. Les maisons de retraite manquent d'une part d'informations et de formation en matière d'efficacité énergétique et d'autre part, il n'y a aucune transparence sur le gaspillage des énergies.

Kent Anderson (Suède) a présenté une étude réalisée auprès de 3000 employés de structures d'accueil. Il a constaté que les structures qui ont intégré dans leur travail les concepts d'une répartition claire des rôles et des responsabilités pour augmenter la motivation des employés et les sensibiliser à ce problème obtiennent de meilleurs résultats et garantissent plus d'emplois.

Sandra Langer (Allemagne) a parlé de la mise en place d'accords internes dans les structures d'accueil visant par exemple le contrôle du chauffage, des aérations, des éclairages et de l'isolation des murs extérieurs et des toits. Ce modèle rapporte de l'argent. L'isolation d'un toit est amortie en 4 ans et 4 mois.

Kostas Zapounidis, partenaire du projet en Grèce a présenté le projet de stratégie et d'action pour une efficacité énergétique dans les maisons de retraite en donnant des conseils pratiques. Partant de mesures et d'analyses réalisées dans les établissements participants au projet, il a évoqué les chances et les possibilités que pouvait ouvrir un changement des comportements face à la consommation d'énergie combiné à des investissements. Du moindre changement de comportement résulte déjà une économie de 5 %, un petit investissement apporte 10 % d'économie et un investissement plus important 25 % d'économie.

Les 170 participants à ce workshop ont pu se faire une idée des différents aspects de l'efficacité énergétique et ont été familiarisés avec des expériences récentes réalisées dans ce domaine. Les retours positifs ont été la confirmation que le travail en projet est une contribution précieuse à la réduction de la consommation d'énergie.

**Plus d'informations sur: [www.saveage.eu](http://www.saveage.eu)**

### Changement au sein du Bureau exécutif de l'E.D.E.

Martin Dürer (République tchèque) a quitté le Bureau exécutif de l'E.D.E. le 1er octobre 2011. Les collègues de nombreux pays ont remercié Martin Dürer pour le travail qu'il a effectué pendant de longues années au sein de l'Association Européenne et tout particulièrement pour le rôle essentiel qu'il a joué dans l'intégration des pays de l'Europe de l'est et des pays baltes au sein de l'E.D.E.

Les membres du Conseil d'Administration ont élu, pour succéder à Martin Dürer dans la fonction de secrétaire, Franziska Rahmel, déléguée de l'Association allemande DVLAB. Franziska Rahmel détient



*Martin Dürer*



*Franziska Rahmel*

depuis 1993 des fonctions de directrice dans divers domaines des soins. De 2001 à 2006, elle a dirigé le service des soins dans un établissement pour personnes âgées et depuis 2007, elle dirige le TERTIANUM, une résidence pour personnes âgées à Berlin. Elle est non seulement membre de la DVLAB mais aussi du Deutscher Pflegerat (Conseil allemand des Soins) et du Club international du Ministère des Affaires étrangères. Franziska Rahmel vit à Berlin. Elle est mariée et a deux fils adultes.

(Contact: [f.rahmel@berlin.tertianum.de](mailto:f.rahmel@berlin.tertianum.de))